

• Septembre 2020 • Numéro 177 •

Au Secours, la Culture en Danger !

**Edito : Au secours, la culture en danger, ainsi que quelques considérations légères sur le début des manœuvres électorales**

*Par Jean-Luc Gonneau, illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat***

*Cinémas, théâtres, salles de spectacle, festivals en berne, amputés par les mesures de précaution antivirus après plusieurs semaines de fermeture totale. A l’exception toutefois du Puy du Fou, sur décision du monarque en faveur d’un vicomte. Tel individu, particulièrement mal intentionné, qui verrait dans cette faveur un accroc à l’abolition des privilèges serait probablement fustigé, tant les privilèges de notre noblesse d’état et de notre élite financière sont monnaie, c’est le cas de le dire, courante, voire, pour cette dernière, galopante. Ces amputations-là sont peut-être fondées au nom de la santé publique, quoique sur des bases scientifiques pour le moins vacillantes. S’y ajoute la méfiance d’une partie du public, craignant la contagion quand bien même les «mesures barrière» sont appliquées. Une méfiance que l’on peut comprendre, sans y adhérer, compte tenu des nombreux cafouillages et contradictions des autorités publiques à ce sujet. S’y surajoute la crainte de lendemains difficiles, dont la hantise de l’explosion du chômage n’est pas la moindre composante, notamment chez les jeunes et dans les catégories professionnelles les plus vulnérables, qui conduisent dans bien des cas à privilégier le bas de laine plutôt que la sortie. Il demeure que pour les acteurs du spectacle vivant, le conséquences de la pandémie (et des précautions probablement exagérées qu’elle engendre, la période est dramatique. Si celles et ceux bénéficiant du statut d’intermittent du spectacle ont pu, à grand peine, bénéficier de quelques aides, ils sont bien loin de constituer la majorité des acteurs, musiciens, danseurs, techniciens. Et pour certaines professions à carrière courte (danse, arts circassiens), ce sera, au bas mot une année de perdue.*

*La pandémie accentue dramatiquement la faiblesse insigne de la politique culturelle de la France. Le poisson pourrit par la tête, aurait dit Mao Ze Dong, qui en connaissait un rayon sur la question. Dans notre régime semi-monarchique, où ce qui n’est pas impulsé où fortement soutenu par le prince n’a pa vraiment d’importance, nous avons vu se succéder trois présidents pour lesquels la culture, dont ils sont personnellement soit dépourvus (malgré, pour le premier, le coaching de Carla B. et pour le second celui, tardif, de Julie B.), soit, pour l’actuel, simplement vernissé. En résultent des ministres falots à qui on prête un hochet, ou bien moulins à vent, comme aujourd’hui. Et une administration où la notion d’initiative est quasi considérée comme un gros mot. Mais dans ce numéro, Jean-Jacques Fouché et Frédéric Lordon apportent de riches réflexions dans ce domaine, et notamment concernant l’implication populaire dans la culture.*

*Quelques mots à propos des futures élections (locales en 2021, présidentielle et législatives en 2022) A droite comme à gauche, les ambitions se dévoilent ou font semblant de se cacher en vue de l’élection présidentielles, les alliances éventuelles sont l’objet de multiples réunions, publiques ou en catimini, d’initiatives ou appels divers. Pour se cantonner à la gauche, l’état des forces n’est pas encourageant. Plus aucune organisation politique n’a de réelle implantation militante nationale. Le parti socialiste peut se prévaloir de la conservation de certains de ses bastions les plus importants (Paris, Lille, de justesse, Rennes), l’effritement du parti communiste se poursuit lentement, les écologistes d’EELV ont enregistré des succès spectaculaires (aux dépens de la droite à Marseille et Bordeaux, d’un PS qui avait viré au centre macroniste à Lyon et Strasbourg, Grenoble étant conservée par l’alliance EELV-LFI), la France insoumise ne gère aucune ville importante, n’ayant obtenu des élus que sur des listes menées par d’autres formations. L’ensemble de la gauche, PS inclus, pèse peu au Parlement national, et moins encore au Parlement européen. Les liens des partis de gauche avec les composantes du mouvement social sont faibles et parfois marqués par une méfiance réciproque. Le fait que les formations de droite ne soient guère en meilleure forme ne constitue qu’un bien maigre consolation.*

*Nous reviendrons bien entendu sur ce constat et les propositions pertinentes (ou pas, on aime aussi l’impertinence). A ce stade, il nous paraît nécessaire d’encourager toutes les initiatives pour l’unité de la gauche sans exclusive (oui, incluant le parti socialiste, où la tentation macron, qui existe aussi chez EELV, est en perte de vitesse) pour les élections locales. Condition nécessaire mais pas forcément suffisante. Quant à l’élection présidentielle, l’option d’une candidature unitaire est évidemment préférable. Nous qui avons vécu le lamentable échec pour y parvenir en 2007 se disent qu’il serait sage de patienter, n’en déplaise à ceux ou celles qui dès aujourd’hui s’y verraient bien. Les plus récents sondages à ce sujet (attention, hein, sondages), s’ils placent toujours Jean-Luc Mélenchon en tête des éventuels candidats de gauche, ne lui donnent qu’un score assez éloigné de celui de 2012. Il lui faudra beaucoup de doigté, de tact, d’empathie, de diplomatie, en plus de son évident talent et de sa (vraie) culture, on y revient. Mais pour lui comme tous les autres, patience et longueur de temps font mieux que etc.*



## Au sommaire de ce numéro

**Perspectives IX : «Garantie économique générale et production culturelle»**

Quelles conséquences une garantie économique générale pour la population, évoquée par **Frédéric Lordon**, dans son blog La Pompe à phynances (le Monde Diplomatique), dont nous avons repris tous les épisodes sur notre site peuvent-elles entraîner pour la culture ? Que du bien, nous démontre le fringant économiste ***et*** philosophe

**Culture ? Encore un effort…** Ancien ancien directeur de maison de la culture et ex inspecteur général ministère, qu’il quitta «pour faire autre chose»: musées, création et direction du Centre de la mémoire d'Oradour, **Jean-Jacques Fouché** est un témoin majeur de la politique culturelle en France depuis les années 1960. Il nous propose ici une synthèse de cette période et une fine analyse des (lourdes) difficultés que traverse l’activité culturelle dans ce pays. *Illustration glanée sur le net par Benoist Magnat*

**Les démocrates américains veulent-ils perdre ?** Face aux foucades, aux errements, aux mensonges de Donald Trump, nous sommes nombreux à souhaiter que les électeurs américains le renvoient à l’occasion de l’élection de novembre prochain. **Pierre Guerlain**, historien spécialisé dans l’étude des Etats-Unis a cependant des doutes : le prigramme de Joe Biden, candidat démocrate, n’a-t-il pas, notamment au niveau économique et social, de fâcheuses concordances avec celui de Trump ? Ses soutiens, notamment financiers, ne sont ils pas issus de la même caste ? Retrouvez-ici son analyse. *Illustration glanée sur le net par Benoist Magnat*

**A vot’ santé, m’sieurs dames !** Nos pétroleuses **Mick et Paule** adorent faire boum-boum sur ce qui leur déplait. Cette fois, c’est la politique de santé de la France qui en prend pour son grade, et ça tape fort. C’est également dans cette voie, élargie à l’éducation, à la dépendance à la Chine que s’engagent **Yann Fiévet,** dans sa contribution **La vie continue ou la résilience à l’envers,** vibrant appel à un cheminement écologiste, et **Patrice Perron** (de Guidel, il y tient, charmante bourgade du Morbihan, qui signe aussi un plaidoyer : **Et maintenant, on avance avec les citoyens, ou on revient au monde d’avant ?** *Illustration glanée sur le net par Benoist Magnat*

[**Bolivie - A la veille de nouvelles élections prévues le 18 octobre.**](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html) Après la déposition illégale du président Evo Morales, les élections promises par son opposition vont avoir lieu dans un pays secoué par de fortes tensions. Le point par Allain Graux, un «témoin voyageur».

Bonus : Les enfants terribles Comme on le sait ou devrait le savoir, à la Gauche Cactus, le sourire n’est jamais loin. En bonus, deux photomontages issus du toujours délicieux Journal People de Benoist Magnat, qui, c’est aussi bien connu, ne respecte rien, ou en tout cas pas grand chose.

**Perspectives IX : «Garantie économique générale et production culturelle»**

*Par Frédéric Lordon*

Il y a dans le capitalisme contemporain deux manières de dépendre matériellement, donc de connaître l’angoisse de l’incertitude : la dépendance directe au marché et à l’emploi ; la dépendance à l’administration subventionnaire de l’État néolibéral. La première concerne les petits entrepreneurs et les salariés, la seconde les mondes de la production culturelle (on pourrait y ajouter tout le milieu associatif). Si cette dernière forme de dépendance transite par l’État, il ne faut pas s’y tromper : par sa médiation interposée, c’est bien la logique économique néolibérale qui continue de produire ses effets. La recette fiscale à laquelle est adossée la subvention est indexée sur l’activité économique privée — donc sur la plus ou moins bonne tenue globale du « march». Quant à la dépense elle-même, elle est sous la pression constante du discours hégémonique qui confond tout à dessein («il faut réduire la dette publique» = «il faut réduire la dépense publique»), et de la surveillance par les marchés financiers (les créanciers de la dette publique) qui lui emboîtent le pas.

Sans être directement branchés sur le marché et l’emploi, les bénéficiaires de la subvention d’État n’en connaissent donc pas moins l’incertitude et l’angoisse. La dépense culturelle, ce «supplément d’âme», entendre : fondamentalement «inutile», est constamment menacée, et vient tout en haut de la liste des candidats à la réduction en cas de crise fiscale : tout le monde a compris que celle du Covid s’annonce sanglante. Les producteurs culturels, quoique ne relevant pas immédiatement du système marché-emploi, n’en sont pas moins bien placés pour savoir que la *précarité générale* instituée par le néolibéralisme les concerne au premier chef. Eux aussi, comme les salariés, vont pouvoir se faire un sang d’encre car, fut-ce par la médiation de l’État de subvention, ils sont plongés comme les autres dans la grande instabilité du «marché» et soumis à son aléa de principe. Eux aussi, en ce moment, se tordent les doigts et se ravagent avec la question -la même que celle des salariés : «qu’est-ce qu’on va devenir ?» C’est cette logique de l’angoisse que la garantie économique générale vise à détruire. Découpler activité et moyens matériels d’existence, puisque c’est là le cœur de la proposition dite du «salaire à vie» de Friot, supprimer toute conséquence matérielle personnelle de la production individuelle, alias de la proposition privée, ne fait pas que soulager des incertitudes de la survie, dont les données sont définitivement stabilisées, mais libère des possibilités d’activité inédites.

Dépendance matérielle et créativité distordue

Constitués de tout petits bataillons, souvent d’un tel nombrilisme sociologique qu’ils en ignorent les gros (ceux du salariat, notamment ouvrier) et croient être les seuls à compter vraiment sur la scène sociale, les mondes de la production culturelle n’en offrent pas moins un accès aux enjeux centraux du salaire à vie, quoique celui-ci n’ait pas d’abord été pensé pour eux. Car, avec ses particularités, leur cas aide à cerner d’encore plus près le lieu du poison capitaliste : qui est dans l’accrochage des moyens de la survie individuelle à la validation sociale des propositions privées, à partir du moment où cette validation sociale prend la forme monétaire — et ceci que l’argent vienne du marché, de l’emploi ou de l’État capitaliste. Le propre du capitalisme, c’est de donner à la validation sociale la forme monétaire et, réciproquement, d’avoir fait de la forme monétaire le mode majoritaire de la validation sociale. Le capitalisme convertit la validation sociale en moyens matériels d’existence, et fait passer les moyens matériels d’existence par la validation sociale. Vous ne survivrez que si votre activité parvient à se convertir en argent, voilà le *nomos* du marché capitaliste. Et voilà le lieu d’origine de la précarité instituée.

Cet accrochage de la survie à la validation monétaire a pour nom la concurrence. Le poison capitaliste, c’est de confondre l’émulation et la concurrence. L’émulation, jusqu’à la rivalité, est une passion humaine qu’on n’éradiquera pas par décret. Elle a ses bonnes propriétés, elle a ses pollutions. La concurrence, c’est l’émulation *mais branchée sur des enjeux de survie matérielle*. Donc sur des enjeux de survie tout court. Contrairement à ce que répand le discours libéral depuis des décennies, la concurrence, ainsi redéfinie, ne fait pas s’activer les gens «pour le meilleur» : elle les fait s’activer *sauvagement* — comme s’activent les humains lorsque leur survie est en jeu. La violence de l’enjeu pénètre aussitôt le comportement, se convertit aussitôt en violence du comportement. Ramenés *par la concurrence* à des enjeux vitaux, les agents s’activent en effet, luttent même, mais ils luttent comme des sauvages [[1](http://www.elcorreo.eu.org/Perspectives-IX-Garantie-economique-generale-et-production-culturelle-par-Frederic-Lordon#nb1)]. Leur obsession n’est pas de faire les choses bien, elle est de les faire valider – c’est-à-dire convertir en argent.

De là par conséquent que, prêts à tout puisqu’il s’agit de survivre, ils sont notamment prêts à répondre à toutes les injonctions institutionnelles dont leur reproduction matérielle est dépendante *en tant qu’elle est accrochée à la validation sociale*, matérialisée en argent (subventions, droits d’auteur). En «littérature», par exemple, certains producteurs prennent directement, et ouvertement, le parti des marchés de masse, et par là s’assurent de la validation de l’institution éditoriale — dans le circuit des «best-sellers». D’autres, peut-être pires, cultivent par habitus une distinction très ajustée à la «demande», productions qui se donnent les attributs de la-littérature, prennent des postures «critiques», voire «transgressives», mais sans jamais rien transgresser, ni rien déplacer, donc avec la certitude de se ménager un lectorat significatif, sans doute pas celui des marchés de masse, ostensiblement dédaignés, mais de la bourgeoisie lectrice, qui veut bien se donner le frisson de «la pensée non conforme» *mais jusqu’à un certain point* seulement, parfaitement identifié par les producteurs «ajustés», et ceci d’ailleurs - c’est là toute la puissance du concept bourdieusien d’habitus - sans que cet ajustement soit nécessairement le fruit d’une stratégie délibérée ou d’un calcul explicite. Combinant en apparence des injonctions contradictoires - porter le fer *mais pas trop* -, bref se donnant l’air de, ces positionnements sont par-là eux aussi assurés de conserver la validation de l’institution éditoriale, comme l’atteste d’ailleurs leur franche installation dans le système des prix littéraires, un indicateur très fiable de qui dérange quelque chose et qui ne dérange rien (bien sûr, il y a toujours des ratés, des distinctions qui vont à qui, normalement, n’aurait pas dû les avoir).

Et puis il y a les autres producteurs, écrivains, artistes, qui aspirent à une production affranchie des canons de l’admissible, c’est-à-dire du comestible, par l’ordre social en ses institutions. Mais qui n’en ont pas moins à survivre matériellement, et doivent, souvent la mort dans l’âme, passer des compromis avec les institutions — parce que, comme toujours, à la fin il faut bien croûter. Eux sont les premier menacés par l’étranglement financier qui menace de suivre la crise économique. D’une manière générale, la pénurie déchaîne les luttes concurrentielles pour les ressources rares, et intensifie tous les effets de normalisation puisque, situées du « côté court », les institutions ont la main comme jamais, en tout cas sur leurs obligés.

Décrocher la reproduction matérielle de la validation sociale

La garantie économique générale ne fait alors pas que relever les producteurs culturels, comme tous les autres producteurs, de l’angoisse des lendemains : elle supprime toutes les distorsions qui tiennent aux enjeux vitaux de la reproduction matérielle, c’est-à-dire aux impératifs de la validation sociale dans les institutions privées-marchandes (édition) ou publiques-subventionnaires, et par-là rendent les producteurs culturels à leur nécessité créatrice. Elle a aussi pour effet de faire en partie exploser le personnage social du «créateur»/«auteur»/«artiste», qui n’existe comme tel que par l’onction de telle ou telle institution ad hoc, par l’insertion des individus dans leurs circuits, le succès répété à décrocher de la subvention, la présence identifiée dans les réseaux, etc. Par le découplage radical de l’activité et des moyens de l’existence matérielle qu’opère le «salaire à vie», n’importe qui retrouve, ou plutôt trouve tout court, la possibilité de formuler une proposition privée à caractère de création : formuler une proposition artistique ne requiert plus d’avoir préalablement acquis les attributs sociaux et institutionnels de l’«artiste».

À l’évidence, toute «contrainte» de validation sociale n’en est pas abolie. Sauf à écrire des poèmes pour ses tiroirs, une proposition privée, par son caractère même de «proposition», fait *ipso facto* le choix de s’exposer à l’épreuve de la réception publique. Mais ce qui change radicalement, dans le système de la garantie économique générale, est que le verdict de cette épreuve n’est plus d’aucune conséquence quant à la survie matérielle du proposant. Il y aura donc toujours des échecs de la réception, c’est-à-dire de la validation sociale – mais sans conséquence monétaire –, échecs soit du fait de la médiocrité de la proposition, soit du fait de son étrangeté, de sa nouveauté, et de son trop grand pouvoir de déconcertation, c’est-à-dire de son décalage en avance de la sensibilité contemporaine. Bref il y aura toujours des champs artistiques et leurs verdicts sociaux, mais rien de tout ça ne pourra plus condamner celui ou celle qui échoue, spécialement dans le second cas, à renoncer *pour des raisons matérielles*. Le fonctionnement social de ces univers que Bourdieu appelait des champs est déjà en soi suffisamment violent – avec tous ses effets d’orthodoxie, de réseaux, de faveurs, de sélectivités, parfois bien placées (en effet Marc Lévy n’est pas de la littérature), souvent mal (tel prix Goncourt n’en est pas davantage) — pour que cette violence ne se convertisse pas aussitôt en sanction matérielle.

Contrairement au mythe, somme toute très capitaliste, de l’artiste maudit, ou plutôt de l’artiste dans la misère, dont la figure a été réenchantée comme «bohème», qui encourage celui qui ne veut pas subordonner sa création à la sanction monétaire du marché des œuvres à accepter la misère, à faire même de sa misère un élément constitutif, et pourquoi pas exaltant, de sa «vie d’artiste» (en gros : merci de nous débarrasser les circuits marchands avec vos trucs dont personne ne veut, mais persévérez bien néanmoins, et soyez assurés de notre considération dans la mouise), contrairement à ce mythe, donc, il y a beaucoup à douter que la précarité ait la moindre propriété avantageuse sur la créativité. Elle est une chienne (*porca miseria*, disent les Italiens) qui tourmente sans cesse, et détourne l’esprit de ce qu’il aurait de mieux à faire. Comme on sait, les transfigurations libérales ont fait de la précarité un «sain aiguillon», la «petite» stimulation sans laquelle nous nous laisserions tant aller (à l’oisiveté). Or c’est faux : la précarité agresse, dans le pire des cas voue les agressés à devenir des agresseurs à leur tour si leurs intérêts fondamentaux sont en jeu, dans le meilleur ne fait rien faire de bon. La créativité, à l’exact contraire du récit libéral de la «mise en tension», prospère bien davantage du temps libéré et de la tranquillité d’esprit.

Un cas de destruction par «l’aiguillon de la concurrence» : la recherche

Il est un univers de la production culturelle (étendue) où la chose est spécialement visible — et d’autant plus que ses conditions sont en train d’être en ce moment méthodiquement détruites —, c’est la recherche. Le CNRS en France a longtemps été une réalisation, sans doute approximative mais néanmoins exemplaire, du «salaire à vie» et de ses vertus : des individus, certes sélectionnés, mais payés quasiment sans contrepartie, à faire pour ainsi dire ce qu’ils veulent. Mais précisément, ce qu’ils veulent, ici, c’est faire de la recherche ! Alors, ils la font, sans compter leur temps, et au mieux de ce qu’ils peuvent, pour cette éternelle simple raison que *c’est leur désir*. Et dans ces conditions, la recherche est excellente. Mais que des gens soient ainsi laissés à très peu de contrainte, pas loin de leur libre-vouloir et, pire encore, hors-marché, c’est insupportable au néolibéralisme. Aussi, là où il n’y avait que peu de contrainte, le néomanagement appliqué à la recherche a-t-il décidé d’en mettre toujours plus, notamment des contraintes de surveillance (*reporting*) et d’évaluation. Mais, bien plus désastreusement, des contraintes de fragilisation générale des positions : par la concurrence. Concurrence pour les ressources nécessaires à la recherche (crédits d’équipement), concurrence pour l’accès aux postes statutaires. La déstabilisation n’est-elle pas une merveilleuse stimulation ?

Eh bien non, elle est le pire des corrosifs. Sous son action toxique, les agents commencent à se battre — et les externalités positives d’une activité fondamentalement coopérative sont détruites. Mais surtout, ils cèdent à l’affolement dès lors que leurs conditions matérielles d’existence sont directement menacées, et commencent à chercher, dans la panique, à identifier les stratégies institutionnelles gagnantes. Le mimétisme, c’est-à-dire le conformisme, est malheureusement la seule solution rationnelle à ce problème. Malheureusement, en effet, car la créativité de la recherche n’y survit pas quand chacun ne cherche plus… qu’à se rallier aux courants dominants, rationnellement interprétés comme ceux qui bénéficient de la meilleure validation institutionnelle, donc des meilleures chances de salut matériel. L’innovation scientifique et intellectuelle suppose de faire ce qui ne se fait pas encore ; or tout le monde est déterminé par le nouvel agencement institutionnel concurrentiel à faire comme tout le monde ; fin de l’histoire. L’ethos de la science périt à coup sûr, et il périt même deux fois, d’abord d’être saisi par le conformisme, ensuite d’être saisi par un conformisme *méchant*, comme il est de règle quand tout le monde est porté *à cran*.

Le «risque» comme mensonge idéologique et comme fléau matériel

Décidément, il faut retourner tous les énoncés libéraux : la vraie prise de risque, ou disons la prise de risque pertinente (relativement à ce qu’il s’agit de faire), ici donc la prise de risque *intellectuelle*, suppose d’être relevé de tous les autres risques, en tout cas du risque matériel. Mais, de même que le capitalisme confond tous les désirs, et prend le désir marchand pour le désir tout court, de même confond-il toutes les sortes de risques, et rabat-il toutes les prises de risque sur la seule déstabilisation matérielle, malheureusement rédhibitoire à toutes les autres aventures. Si l’on veut jouer gros sur un certain front, le front de la création par exemple, il est préférable d’être un peu tranquille sur les autres. Bien sûr, et l’histoire l’atteste, on pourra toujours trouver des individus d’exception qui ont triomphé de tous les obstacles cumulés. Mais ces attestations ne font que reconduire le mythe capitaliste du «créateur qui a fait son choix» (celui de la misère) et, plus caractéristique encore, celui de l’individu héroïque. Plus encore, elles laissent dans l’ombre tout ce que les collectivités ont perdu d’avancées de toutes sortes du fait que ceux qui auraient pu les accomplir n’étaient pas complètement à la hauteur de cet héroïsme — mettre la création culturelle ou intellectuelle sous condition d’héroïsme est bien la plus libérale, et la plus débile des idées.

La saine vertu du risque est peut-être le plus mensonger de tous les articles de l’idéologie libérale. On en a l’indice, pour ne pas dire la preuve, à ceci qu’aucun de ceux qui en tiennent le discours n’a jamais connu la précarité. Les zélateurs du risque se reconnaissent à ce qu’ils n’ont jamais connu de conséquences personnelles à leurs échecs, parfois colossaux (par exemple toute la trajectoire professionnelle d’Alain Minc n’est qu’un gigantesque champ de ruines, il va très bien merci), et à ce qu’ils sont cuirassés de leur fortune personnelle, de leurs réseaux sociaux, et de leur certitude du recasage, ils sont les apologistes du risque *pour les autres*. Chacun peut connaître l’envie de prendre des risques, de s’exposer à des risques, traverser un océan à la voile ou un désert à pied, produire une œuvre dont la vérité sera insupportable à ses contemporains, mais de son propre chef, et non contre son gré, sous la commande d’un donneur d’ordre. Les vrais noms du «risque» capitaliste, c’est-à-dire du risque-pour-autrui, sont la misère et la précarité. Ce risque-là n’a aucune vertu. Il tourmente, épuise, et n’incite qu’au mauvais, du simple conformisme jusqu’à la violence concurrentielle.

En relever tous est le fond de la proposition communiste, non selon une «simple» exigence morale, mais sous la visée d’une augmentation des puissances individuelles et collectives si l’angoisse de survie est bien plus un frein qu’un moteur à l’accomplissement. Ici la garantie économique générale appliquée aux producteurs culturels trouve naturellement sa place dans l’idée d’un communisme luxueux. Elle libère de la peur et restitue à chacun la possibilité de s’adonner, voire, s’il le souhaite, de proposer : écriture, peinture, sculpture, musique, dessin, photo ou vidéo, tout ce qu’on veut... Il faut affirmer qu’une société qui s’organise pour permettre à ses membres de produire davantage de *cela* et moins de téléphones racés est une société meilleure. Et qu’ouvrages et œuvres ne sont jamais si réussis qu’accomplis selon un désir libre et tranquille : relevé des inquiétudes de la survie et tourné vers la vie.

*Article paru dans le blog de* [*Frédéric Lordon\* La pompe à phynance*](https://blog.mondediplo.net/-La-pompe-a-phynance-) *dans* [*Les blogs du «Diplo»*](https://blog.mondediplo.net/)

*[*[*1*](http://www.elcorreo.eu.org/Perspectives-IX-Garantie-economique-generale-et-production-culturelle-par-Frederic-Lordon#nh1)*] Un anthropologue critique noterait ici, et à raison, le pli de pensée passablement désastreux qui s’est trouvé inscrit dans une habitude de langage — « comme des sauvages ». Car, précisément, les sociétés sauvages, au sens de l’anthropologie, se distinguent des nôtres en cela que, si elles connaissent la rivalité, mais codifiée dans des règles symboliques très strictes, elles ignorent la concurrence qui jette les individus les uns contre les autres dans le plus grand désordre.*

**Culture ? Encore un effort…**

*Par Jean-Jacques Fouché , illustration glanée sur le net par Benoist Magnat*

L’orateur approche de sa conclusion, la voici : «*la culture doit être tôt ou tard gratuite comme l’est l’instruction. (…). Le grand combat de notre siècle a commencé (…) la culture est devenue l’autodéfense de la collectivité, la base de la création et l’héritage de la noblesse du monde*.»[[1]](#footnote-1) C’était le 3 février 1968 à Grenoble, l’écrivain ministre d‘État des *Affaires culturelles* André Malraux prononce un discours d’inauguration de la maison de la culture. Il énonce dans son style grandiose la définition de sa politique culturelle. Trois thèmes forts manifestent la volonté de l’agir culturel : la *défense de la collectivité* par elle même, *la possibilité de la création* et un universel *héritage* artistique et intellectuel. Deux moyens de la culture sont cités : *l’instruction* et la *gratuité*.

Les Universités populaires, celles du Mouvement social tel qu’il s’est exprimé de la fin du XIX° au début du XX° siècle, ont mis à portée de la population, culture et création. Avec bibliothèques et théâtres, les universités populaires ont créé des moyens d’une instruction militante destinée à des femmes et des hommes qui en étaient privés. Colette a su rendre compte (en février 1914) des qualités des propositions de l’Université populaire à Paris (Belleville) et de l’attention de son public :*«C’est le meilleur théâtre de Paris, le plus riche et le plus varié. (…) Il y a des chiens savants, des jongleurs ; c’est le seul endroit où les mimes prennent la parole et où l’on voit, comme dimanche soir, des chansonniers débuter dans la pantomime« Et que parlez-vous de « troupes homogènes» ? L’interprétation de* l’École des femmes *rassemblait des comédiens de l’Odéon, de Fémina, de l’Athénée, autour d’une surprenante Agnès, (…). La bonne volonté ébauche, à l’Université populaire, des miracles que le public parachève. Car le «meilleur théâtre de Paris» s’emplit du «meilleur public». Il n’y en n’a pas de plus avide de plus sensible. (…) il attend et reçoit la parole de l’orateur ou du comédien comme une chose précieuse et tangible ; certains visages tendus ont l’air, sur les bancs les plus proches de la scène, de vouloir happer un fruit.* *«C’est véritablement l’élite intelligente d’un peuple qui se rassemble ici, respectueuse des textes qu’on lui lit, courtois au point de se retenir, jusqu’au baisser du rideau, la toux et les applaudissements. Presque tous ceux qui viennent passer ici la soirée sacrifient quelques heures de leur sommeil. Ils portent encore sur eux, hommes et femmes, des brins de fil, des paillettes de métal fondu, de taches de vernis ou d’acide. La plupart des femmes et des jeunes filles appartiennent à la fine race de Paris, qui a des petites mains et des yeux vifs. Dimanche soir, parmi la foule qui s’écrasait dans la salle et montait le long des murs comme une eau refoulée, il n’y avait pas un seul homme qui eût «un verre de trop». Et il faut bien que l’Université populaire soit un lieu unique, où le zèle des camarades machinistes, des camarades figurants, des camarades metteurs en scène est si contagieux qu’on pouvait, ce même dimanche, sous l’apparence un peu poudreuse d’un accessoiriste improvisé qui portait bravement une échelle, reconnaître M. Simyan, ancien ministre» (…).[[2]](#footnote-2)* Les universités populaires, les maisons du peuple, les théâtres du peuple, sont à l’origine de rencontres entre le mouvement social et des artistes, des comédiens, écrivains dont la présence militante est au cœur de l’aventure culturelle.

Malraux vient après «La Grande Guerre» ; la tueuse d’hommes qui entraine la disparition des universités populaires. Il connut l’organisation des maisons de la culture. Il a participé dans les années du Front populaire à ce nouveau mouvement militant, alors porté par le parti communiste. Écrivain engagé contre le fascisme pour la République en Espagne puis dans la Résistance, commandant d’un régiment des Forces françaises libres, admirateur fidèle du Général et «verbe» du gaullisme, devenu *ministre* (serviteur ?) d’État des Affaires culturelles, Malraux conçoit l’action culturelle de son administration dans la suite de ses publications sur l’art, les musées, la photographie. L’art transcende le temps et les lieux, il est «mondial» et «intemporel» [[3]](#footnote-3) ; telle sera la vocation de maisons, guidant le peuple vers la culture intemporelle et sans frontières.

Le «ministère Malraux» proposait (1959) une politique résumée en une phrase au Journal officiel : «(…) rendre accessible les œuvres capitales de l’humanité et d’abord de la France, au plus grand nombre possible de Français, d’assurer la plus vaste audience au patrimoine culturel et de favoriser la création des œuvres de l’art et de l’esprit qui l’enrichissent».[[4]](#footnote-4) Ce ministère, issu des Beaux Arts et séparé de l’Éducation nationale, a donné aux maisons de la culture un financement paritaire, investissement et fonctionnement, État – Collectivités locales et un statut d’association afin d’assurer la liberté de l’action culturelle. C’était, à l’époque, une *avancée* pour décider, financer et extraire les pratiques artistiques des milieux bourgeois et des pressions des élus. Les communistes approuvèrent, les socialistes restèrent indifférents, les «gaullistes» furent embarrassés, la droite tonna contre. Une maison de la culture Malraux – ne pas confondre avec les *Maisons des jeunes et de la culture* [[5]](#footnote-5)-, c’est une architecture se voulant exemplaire pour abriter des salles de spectacles, d’expositions, de réunions et de débats, des ateliers, des services pour accueillir, divertir et instruire non seulement des publics mais bien des populations dans leurs diversités. Il y eut ainsi une quinzaine de maisons de la culture dotées d’un bâtiment original[[6]](#footnote-6). En dépit de l’aura de Malraux, son ministère n’eut pas les moyens de sa politique. Il négociait avec des collectivités locales la construction de centres d’animation (ou d’action ?) culturelle ; la nouveauté était dans une modification du partage de la charge financière du fonctionnement : un tiers État et deux tiers Collectivités locales. C’était accorder aux élus locaux ce qu’ils revendiquaient : le contrôle des programmes et de l’exécution des budgets. Cette tendance fut accentuée durant le mandat du ministre Jacques Duhamel, lui même élu local. Les « événements » de mai 68 ayant bousculés les pratiques culturelles, les élus locaux demandaient moins d’aventures et plus de certitudes.

Le ministère Lang eut, brièvement en 1982, des moyens financiers plus importants que ses prédécesseurs. Il opta pour une politique de l’offre approuvée par les artistes et agents culturels qui en avaient besoin. Vint rapidement le temps de la rigueur et les moyens stagnèrent avant de diminuer. On entra dans une phase de «crise de la culture» provoquant des revendications. On réclama plus de moyens pour financer les productions artistiques du spectacle vivant. Un choc statutaire fut imposé aux maisons de la culture : sous l’appellation «scènes nationales» elles deviennent des Établissement public culturels des collectivités locales (EPCCL). Principal soutien financier, les Collectivités locales y exercent désormais le pouvoir ; un maire ou un autre élu préside un conseil d’administration où siègent un représentant du ministère de la culture et des «personnalités qualifiées» sélectionnées par le maire. Des institutions (théâtres nationaux, centres dramatiques, centres chorégraphiques, centres d’art, Fonds régionaux d’art contemporain, musées nationaux et classés) sont des établissements financés et contrôlés par les services de l’État, le plus souvent avec des participations de Collectivités locales. Celles-ci assurent l’essentiel des formations artistiques, écoles d’arts, de danses, de musiques qui sont contrôlées par l’administration de la culture. Les formations artistiques d’exceptions sont «nationales». Sommets de l’édifice culturel national, Opéra de Paris, Musée du Louvre, «Beaubourg» Centre Georges Pompidou, Philharmonie de Paris sont des marques pour le tourisme et à l’export.

Siècle Vingt et un ? Grand vide !

Nul enthousiasme ne caractérise les deux premières décennies de notre 21° siècle. Les choses de la culture s’en vont, tenues par les volontés et les compétences des acteurs et agents culturels ; l’indifférence des pouvoirs administratifs et politiques est notoire. Les élus locaux veulent chacun son festival des «arts de la rue», ou de cirque, ou de musique classique, ou de jazz ou de rock, ou de théâtre ou de n’importe quoi… Un festival fait la promotion d’une ville ou d’une région (et de ses élus). Ils se multiplient. Et ça fonctionne plus ou moins bien. Les *publics des champs* (des *territoires*) sont heureux d’avoir «enfin quelque chose chez eux». Les *publics des villes* sont bien heureux de trouver quelque chose de nouveau à proximité de leurs lieux de villégiature. Les *intermittents du spectacle* sont contents de travailler et d’engranger contrats et services, des points pour le «chômage». C’est la saison d’été, ça tourne ? Après la rentrée des classes, on trouve un autre rythme. Les centres d’arts, chorégraphiques, dramatiques, les Fonds régionaux d’art contemporain, les cirques et toujours les spectacles de rues ouvrent la nouvelle saison. Dans ce paysage culturel, les *scènes nationales* coproduisent et diffusent des spectacles (théâtres et danses) à la satisfaction de la classe moyenne cultivée / éduquée qui constitue l’essentiel de leur public.

«C’est important la culture (pour tous)» disent les élus. C’est une image de «Notre Ville», de «Notre territoire». «Nous, les élus, nous protégeons la culture et ses emplois». Est-ce que le financement de l’offre constitue une politique culturelle ? Ne serait-ce pas (en l’absence de l’éducation des enfants et adolescents, de la formation des adultes, de l’instruction civique) un lambeau sur la plaie ouverte que sont les inégalités sociales ? Depuis qu’il est aux affaires en 2017, le président et ses gouvernements n’ont pas produit d’analyse de la situation culturelle telle qu’ils l’ont trouvée. Le pouvoir hésite, tergiverse sur de nombreuses questions posées par la société. L’absence de dialogue, d’écoute des associations, des élus locaux, des syndicats et une volonté d’imposer des réformes de la constitution, des retraites, du chômage, de l’enseignement et du baccalauréat, des hôpitaux, (ce n’est qu’un échantillon !), sont à l’origine de troubles, de mouvements de protestation, de violences physiques et verbales qu’aucun débat sur des cultures communes ne permet actuellement de rationaliser et de valoriser. La politique de l’offre, le soutien aux institutions et aux producteurs d’arts et de récits, est fondatrice d’un avenir. L’offre artistique et culturelle est la marque et l’essentiel d’une politique nationale, mais elle ne suffit plus.

Pourquoi est-ce que ça ne fonctionne plus ?

D’abord parce que l’*Instruction* (autrefois) *publique*, devenue *Éducation nationale*,reproduit[[7]](#footnote-7) les inégalités sociales, économiques et culturelles plus largement qu’elle ne les analyse, les déjoue et les combat. Le changement d’appellation, intervenu en 1932, n’a pas modifié l’organisation de l’enseignement conçue sur la modèle de l’église catholique pour s’y opposer. La «massification» (depuis les années 1980) de l’enseignement, s’il permet des sauvetages culturels, provoque déceptions et ressentiments d’élèves et étudiants qui soit abandonnent le cursus scolaire, soit ne trouve pas d’emplois en rapport avec leurs diplômes. L’enseignement n’instruit plus, et, bons résultats obligent, privilégie les enfants des familles cultivées. Disparu l’instituteur devenu professeur des écoles n’*institue* plus. Ce constat d’une défaillance éducative prive le discours culturel, le spectacle vivant, les œuvres artistiques, de leur socle égalitaire. L’accès à l’art par l’école pourrait-il remplir l’espace social déserté ? N’est-ce pas une illusion ?

Les inégalités culturelles, économiques et sociales brisent les familles, les groupes et les classes. Les inégalités se sont aggravées depuis les années soixante entre des populations qui n’ont plus de vies communes selon l’emploi, le chômage, l’habitat, les transports, les loisirs… Une partie majoritaire de ces populations se sait exclue. Elle reçoit peu et ne bénéficie pas (ou mal ?) des services éducatifs. Elle ne participe pas (ou ne participe plus, voir l’abstention aux élections) à la gestion des collectivités. Ces populations ont-elles la possibilité matérielle de s’intéresser aux propositions des scènes nationales ou des centres dramatiques ? Sans la transmission, et la réception, des clés et des codes de compréhension des œuvres proposées, une majorité de la population est de fait exclue. L’exclusion domine toutes les tentatives de politiques de régulation culturelle ; elle créé ce que Francis Jeanson a nommé le «non public»[[8]](#footnote-8).

La culture a changé. Depuis les années soixante du XX° siècle, le monde scientifique a beaucoup et rapidement évolué. De l’astronomie aux mathématiques des savoirs nouveaux apparaissent. Les apports des sciences humaines et sociales ont modifié les définitions de la culture. L’anthropologie, l’archéologie, l’ethnologie, la linguistique, la muséologie, la psychanalyse… devenues disciplines universitaires ont poursuivis recherches et formulations dans la continuité des voies ouvertes par l’histoire, la philosophie, la sociologie ... Les tableaux du Titien, de Véronèse, de Cézanne, de Picasso… restaurés conservent une identité en dépit des restaurations. Mais le regard des spectateurs n’est plus celui de l’époque de leur production. La langue évolue, et cette évolution modifie la lecture des auteurs classiques (Corneille, Molière, Racine...). L’étude et l’interprétation des textes provoquent de nouvelles compréhensions souvent en contradiction avec la tradition[[9]](#footnote-9). La culture est un chantier permanent. «Attention travaux», une situation nouvelle que les équipements «scènes nationales» n’ont pas les moyens (intellectuels ?) d’aborder. Ces équipements à vocation culturelle sont *confinés* (mot devenu commun !) dans une conception obsolète de l’action culturelle. Il faudrait qu’y soit imaginé du «nouveau», est-ce possible compte tenu de leur statut ?

Ce n’est pas le premier souci du pouvoir dans sa configuration issue des élections de 2017. Le ministère de la culture a tenté d’agir sur la demande culturelle de la population jeune par une dotation incitant à la consommation de *produits culturels*. Ayant oublié le formatage des pratiques culturelles des adolescents et post ados, cette initiative imbécile (soit sans soutien critique) ne pouvait qu’échouer. L’imagination n’est pas au pouvoir et ceux qui lui parlent à l’oreille sont propriétaires de théâtres ou animateurs de radios et télévisions. Le président gouverne et se met en scène dans de «Grands débats» avec des élus locaux, des intellectuels ; il croit pouvoir s’adresser directement au *peuple des artistes* mais, accumulant des maladresses, ne fait qu’aggraver incompréhensions et rejets.

Une réflexion collective qui permettrait de dégager une nouvelle pensée de la culture, de son organisation, de l’avenir de ses pratiques est de nouveau nécessaire. Elle est théoriquement possible et, de fait, impossible. D’abord parce qu’elle n’est pas pensable (imaginable ?) par ceux qui exercent des responsabilités artistiques et politiques. La discussion d’un tel projet susciterait des oppositions de forces qui souvent se contrarient : élus locaux, agents culturels et (parfois ?) artistes déplorant les insuffisances des politiques culturelles… Mais au moins un débat serait engagé. Alors que certains appellent à l’insoumission et d’autres à l’insurrection, voilà qu’en début d’année 2020 surgissait un *malin* virus !

2020 : Un effondrement ?

Un virus s’est faufilé parmi nous jusqu’à envahir l’espace d’une humanité en constants déplacements. Une pandémie virale venue d’un «Orient compliqué» provoque un grand embarras. Une déferlante de nuisances sanitaires, économiques, sociales, obstrue actuellement l’avenir des politiques artistiques et culturelles. Depuis le printemps, à l’été 2020, c’est le marasme dans la Culture. La pandémie a sauté à la figure des acteurs et agents de la vie culturelle. Les programmes de fin de saison, les salles de spectacles, d’expositions, de cinémas, les productions tout s’est éteint, tout a fermé «Coupez ! Les lumières». Il n’y a plus rien à voir sans une distanciation physique (ou sociale ?) masquée ! Les projets sont tombés en cascades, les emplois se sont envolés, une énorme vague de disparitions. Une perspective de chômage, d’absence de recettes, un manque de revenus, le fric fuit. On ferme ! La «fermeture sanitaire» a des conséquences terribles pour les artistes, les auteurs, les chanteurs, les comédiens, les danseurs, musiciens, techniciens, constructeurs, régisseurs, machinistes ; les intermittents du spectacle (les contrats à temps partiels et à durées déterminées) n’ont plus d’employeurs ; avec quelles ressources vivre ?

La «Grande fermeture» actuelle et factuelle aura une fin un jour indéterminé, c’est probable. On espère. Mais la *reprise* comment sera t’elle ? Si on pouvait éviter d’ajouter le gâchis au marasme ? Rien, entre les discours, les silences et les hésitations du pouvoir, comment imaginer l’année 2021, et après ? Une universitaire «économiste de la culture» propose de maintenir les équipements en état de marche et le soutien de l’offre culturelle[[10]](#footnote-10). L’illusion peut durer quelques temps avant naufrage. Sans œuvres nouvelles, sans images ni récits, il sera difficile d’imaginer un avenir ; comment se faufiler vers des publics. Il faudrait retrouver les peuples, inventer, aujourd’hui - comme hier avec les universités populaires ou les maisons de la culture ? - une forme nouvelle et un *état de la société* où artistes et publics s’organiseraient en associations ou syndicats ; une situation (en même temps ?) où administrations et élus, qui leur donnent (parfois) commandes et moyens, aient le souci des artistes et des populations ; qu’ils les regardent et les écoutent.

Une politique (artistique, culturelle, pédagogique) ne peut être imposée aux artistes producteurs d’images et de récits par un pouvoir (administratif, politique, religieux). C’est la fonction des institutions culturelles (universités populaires, maisons de la culture, associations) de prendre en charge la formation, la médiation, l’instruction non seulement des publics éduqués (lecteurs de presse et de livres, accédants aux lycées et universités, aux spectacles, concerts, expositions, films etc.) et plus particulièrement du «non public» [[11]](#footnote-11) indifférent aux images et aux récits hors ou lointains de la vie quotidienne matérielle. Les artistes peuvent trouver (c’est à eux de le faire pas aux élus politiques ou aux administrations de l’imposer), les formes nécessaires pour s’adresser, susciter l’attention et l’intérêt pour leurs œuvres. Ce n’est pas pour eux une obligation. Et dans ce processus d’attentions et d’écoutes, de dialogues et de pensées, d’échanges de récits, les institutions culturelles peuvent jouer un rôle en commandant, produisant et diffusant des œuvres, en organisant des rencontres entre des œuvres et des populations. Il faut faire confiance aux artistes et aux publics. C’est un rôle civique et d’action culturelle. L’accueil des récits et des images, l’attention aux autres et le civisme, sont aux fondements de la vie collective démocratique et de la préservation des «biens communs».

Le plus grand manque aujourd’hui ? Une utopie ?

Il existe un maillage d’équipements et de lieux culturels gérés par l’État et les Collectivités locales. Ils sont adaptés aux pratiques culturelles de la partie cultivée de la population. Elle en constitue le public ; celui où la transmission culturelle se fait *naturellement* par le milieu et les relations familiales. Il manque *des lieux ouverts*, appropriables (aménageables ?) par la population, des espaces de rencontres, d‘apprentissages, de débats et de casse - croûte, d’attentions et d’écoutes, un lieu de travaux poétiques, d’écritures et de lectures, de danses et de musiques, d’images et de récits. Un espace pour les enfants, ils y seraient en sécurité au milieu d’images écoutant des récits. S’y donneraient à entendre, à voir, à sentir et à penser la réalité des humains, des langues et des nourritures du monde. À quoi un tel lieu pourrait-il ressembler ?

Peut être à un «rond point» qui indique différentes directions, où il est possible de stationner, de s’asseoir et se restaurer, de souffler et de parler, de penser à soi, à d’autres. Peut être à une maison de la culture ? Sorte de *rond point* avec des équipements scéniques, d’expositions, de projections. On a voulu définir les maisons de la culture comme des « cathédrales » de notre temps ? On craindra le trop plein de respect, de recueillement et de silence, l’acceptation sans critique d’un sacré culturel. Hors il ya besoin d’un *marché,* de débats et de critiques. Alors, peut être – pourquoi pas ? - une *basilique* ? Un bâtiment assez vaste et neutre pour être un *marché*, lieu d’échanges divers et multiples où des productions *d’œuvres de l’esprit et le commerce des arts seraient imaginables*.[[12]](#footnote-12) La référence romaine d’un lieu où règne un *esprit* (un concept du monde ?) ; un lieu où tout serait envisageable, espaces et volumes adaptables, équipés pour des accueils les plus divers. Lieu d’utopies à inventer ? Un objet architectural qui ne soit pas figé en monument un jour *classé et protégé*, un abri où se ressent et se vérifie le provisoire, le modifiable ? S’y manifesteraient des «précurseurs» (poètes et artistes) qui devancent, décrivent, annoncent et proposent une vision du monde par et avec des images et des récits.

Comment définir l’activité, le fonctionnement, à quoi servirait un tel lieu ? On ne le définira pas a priori, il serait à imaginer par ses promoteurs, usagers et utilisateurs y compris occasionnels. Pour engager un «questionnement», quelques lignes déjà anciennes (début des années soixante) à propos de l’art : *«Ce qui serait à maintenir, ce n’est pas la tradition, mais la souvenance. Ce qui est décisif, ce n’est pas l’avant garde mais l’avant coureur. Ce qui se révèle important, ce n’est pas le progressisme mais l’annonciation. Ce qui devient essentiel, ce n’est pas l’homme moderne mais le précurseur»[[13]](#footnote-13).* Ce texte d’un philosophe grec du XX° siècle, daté des années soixante, comporte une vision de la position et de l’activité de l’artiste, du poète et du chercheur dans le monde. Ils sont considérés comme des «avant coureurs» (ceux qui précèdent un avènement ou un événement) ; des «annonceurs» et des «précurseurs».

Il arrive, et nous le vivons actuellement, que *l’annonce* soit désagréable. C’est les cas avec, pire que la pandémie virale du Covid19, la crise climatique dont sont responsables des pratiques humaines. Ces pratiques mortifères (épuisement des ressources, des eaux et des terres, industrialisation des activités économiques - de l’agriculture au tourisme) sont des composantes culturelles. Ni les migrations, ni les famines, ni la pauvreté, ni l’errance d’enfants mortellement errants… ne sont des phénomènes *naturels.* Dans ce qui reste notre monde, il y a besoin d’avant coureurs, de précurseurs ayant, par des images et des récits, une capacité d’annonciation.



**Les démocrates américains veulent-ils perdre ?**

*Par Pierre Guerlain*

Michael Moore, le cinéaste iconoclaste bien connu et soutien de Bernie Sanders, avait prédit la victoire de Donald Trump en 2016. Sa prédiction n’avait rien à voir avec les sondages qui eux prédisaient tous une victoire pour Hillary Clinton ; elle se fondait sur ses conversations avec des gens ordinaires, souvent de la classe ouvrière et principalement dans son État, le Michigan. Le cinéaste a fait la même pour l’élection présidentielle du 3 novembre 2020.

Moore vient de publier un texte qui est un coup de colère : l’ancien gouverneur du Michigan, Rick Snyder, celui qui est responsable de l’empoisonnement de l’eau de la ville de Flint, d’où Moore est originaire, a apporté son soutien à Biden, soutien que celui-ci a accepté.[[14]](#footnote-14) Snyder fait partie des Républicains opposés à Trump et son soutien illustre bien la stratégie des Démocrates : mordre à droite sur l’électorat de Trump. Les victimes de l’empoisonnement de l’eau de la ville sont très majoritairement afro-américains. On voit donc ici le décalage hypocrite entre les déclarations du candidat démocrate qui se dit proche des Noirs et son désintérêt pour un aspect essentiel de la vie de ses concitoyens. Obama avait lui-même eu la même démarche de soutien à Snyder en faisant mine de boire un verre de cette eau pourtant impropre à la consommation[[15]](#footnote-15).

On pourrait considérer qu’il ne s’agit là que d’une erreur de parcours mais les Démocrates semblent accumuler les gaffes, erreurs et choix favorisant leurs donateurs plutôt que leur base ouvrière, de n’importe quelle origine ethnique. Les études sur la triche électorale montrent clairement que le parti républicain organise les radiations d’électeurs des listes électorales, très souvent des électeurs issus des minorités ethniques et notamment noirs. Les Républicains cherchent à empêcher les étudiants de voter en jouant sur l’obligation d’avoir une photo d’identité homologuée et réduisent le nombre de lieux de vote pour provoquer de longues files d’attente le jour du vote. Les Démocrates ne se sont pas mobilisés contre un phénomène qui leur a déjà coûté l’élection en 2016 car Trump, qui a gagné grâce au système inique des grands électeurs, n’avait que moins de 80 000 voix d’avance dans trois États clés où la triche avait éliminé un grand nombre de votants[[16]](#footnote-16).

Le journaliste Greg Palast poursuit un travail d’investigation méticuleux sur ce sujet et il désespère de voir que les Démocrates, pourtant victimes de la fraude, ne la combattent pas[[17]](#footnote-17). Déjà en 2000, alors que les Républicains avaient organisé la triche en Floride dont le gouverneur était Jeb Bush, le frère de George W. Bush, les Démocrates n’avaient pas mené le combat contre la fraude, préférant sauver le système inique qui donne un avantage à leurs adversaires. Ari Berman, auteur de *Give Us the Ballot*, arrive aux mêmes conclusions que Palast sur la triche organisée par les Républicains. En Géorgie en 2018, Stacey Abrams, une démocrate afro-américaine, a été privée de sa victoire précisément par les techniques de fraude décrites par Palast & Berman.

Trump cherche à créer de la confusion dans tous les domaines et, de façon typique et orwellienne, accuse les Démocrates précisément de ce que font les Républicains : tricher aux élections. Il s’en prend aux votes par correspondance qui sont préférés par les Démocrates et à la poste, un service public qu’il cherche à détruire. Néanmoins, avant même ces attaques et contre-vérités trumpiennes, les votes par correspondance étaient souvent non pris en considération par les responsables des bureaux de vote pour des raisons fallacieuses (comme le type de timbre utilisé). Le vote par correspondance ne garantit pas que tous les votes seront comptés et il serait certainement plus porteur pour les Démocrates de se battre pour que le nombre de bureaux de vote ne diminue pas. On peut craindre une situation de chaos total le soir du 3 novembre avec un président lançant des accusations de triche s’il n’a pas gagné.

Le candidat choisi par les Démocrates, Biden, n’a qu’un atout majeur dans l’élection : il n’est pas Trump. Les Démocrates jouent donc la carte du rejet de Trump dont il est inutile ici de rappeler toutes les caractéristiques tant les médias dominants les ont révélées (chaotique, raciste, misogyne, menteur sériel mais aussi ploutocratique et adepte des cadeaux fiscaux). Ce rejet de Trump n’est cependant, en dépit de la gestion erratique de la pandémie du Covid, pas total et l’élection est loin d’être jouée. Biden a quelques difficultés à être cohérent et à terminer ses phrases ; ce déclin mental est récent chez lui et fort inquiétant. Il est aussi fort loin d’être féministe puisqu’il avait été l’un des artisans de la diabolisation d’Anita Hill qui accusait le juge Thomas de harcèlement durant les auditions avant sa nomination à la Cour suprême en 1991 et il est lui-même accusé de harcèlement par plusieurs femmes. Il bénéficie du soutien officiel de Bernie Sanders et de Chomsky, au nom de la lutte contre Trump par n’importe quel moyen, mais il ne s’est pas prononcé en faveur d’une assurance santé universelle (*Medicare for all*) et il refuse d’envisager une réduction des crédits militaires, autre revendication de Sanders. Il fait partie des Démocrates qui ont voté pour la guerre en Irak et sont proches à la fois de Wall Street et du complexe militaro-industriel.

L’appareil du parti démocrate qui avait déjà organisé la triche contre Sanders en 2016, l’a une nouvelle fois, sous la direction d’Obama et avec l’aide des médias dominants, calomnié afin de détruire sa campagne des primaires. Un des moyens utilisés pour le décrédibiliser a été une nouvelle version du *Russiagate*, en faisant croire qu’il était le candidat de la Russie pour qu’il soit choisi par les Démocrates afin de perdre face à Trump[[18]](#footnote-18). Il faut noter que Trump, qui est accusé d’être la marionnette de Poutine, préside à la plus forte dégradation des relations entre États-Unis et Russie (fin des accords de limitation des armes nucléaires, soldats russes tués en Syrie, attaque contre le gazoduc Nordstream 2…). Sanders a quand même choisi de soutenir Biden dont les choix politiques durant une longue carrière n’ont rien de progressiste mais ce dernier n’a fait que quelques annonces rhétoriques sur son rapprochement avec les idées de Sanders.

Biden reste favorable à la fracturation hydraulique, ce qui ne peut le rendre populaire auprès d’un électorat jeune soucieux de protection de l’environnement, le *Medicare for all* est populaire auprès de 80 % des Démocrates mais Biden et sa colistière qui sont proches des milieux d’affaire ne veulent pas en entendre parler. Ceci a aussi un coût électoral.

Biden et les Démocrates mettent en avant la diversité ethnique dans leur campagne et insistent beaucoup sur l’identité ethno-raciale et de genre de Kamala Harris, la colistière qui pourrait devenir présidente si Biden avait un accident de santé. Ils évitent de parler de classes sociales et de justice sociale. Kamala Harris est certes d’origine «non-blanche» mais elle appartient au petit groupe des 0,1 % les plus riches et elle s’est montrée très dure avec les faibles lorsqu’elle était procureure en Californie.

Les Démocrates préfèrent donc continuer à jouer avec une théorie du complot qui ferait de la Russie l’arbitre des élections aux États-Unis comme si l’argent des campagnes n’était pas américain tandis que Trump met en place une théorie du complot du même genre avec la Chine en bouc émissaire. En préférant leurs donateurs milliardaires aux déshérités dans une société qui se délabre toujours un peu plus[[19]](#footnote-19), les Démocrates prennent un gros risque : celui que le rejet tout à fait légitime de Trump ne soit pas assez fort pour gommer tous les manquements de Biden qui est lui-même fort problématique. À l’instar du philosophe afro-américain, Cornel West, on peut donc dire qu’il faut d’abord virer le néofasciste de la Maison Blanche avant de mettre la pression sur le néolibéral Biden. Cependant les choix des Démocrates risquent de ne pas faire baisser l’abstention, un facteur clé de l’élection[[20]](#footnote-20). L’élection de novembre n’est pas entre la droite et la gauche mais entre deux ailes du même parti des affaires dont l’une est plus chaotique que l’autre.

*Article paru dans revue Recherches Internationales (www.recherches-internationales.fr)*



**Boum-boum : A vot’ santé, m’sieurs dames !**

*Par Mick et Paule*

Nous étions assises autour d’une des quelques tables de la terrasse du bar des Affiches, donnant sur la rue de la Terrasse en plein quartier latin. Bobos, nous ? Diantre non, mais attachées aux racines de la Gauche Cactus. C’est aux Affiches que se déroulèrent en 2005 les Jeudis Non contre le referendum européen, c’est au Affiches qu’eurent lieu les débats de Résistance 7e Art pour défendre le cinéma indépendant, et c’est aux Affiches que se déroulent les soirées de fado un brin déjantées de nos amis du Coin du fado. Et toc !

Bon, assises donc là, Paule parlait de sa dernière visite, de routine, à son médecin généraliste, riche de quelques décennies d’expérience. Fin d la visite, papotage à propos de la pandémie. Levée des bras du praticien en signe de lassitude. Le masque ? Court silence de l’archiatre avant de lâcher «je ne suis pas certain que, dans la rue, ça serve à quelque chose». Les tests ? Verdict du (jeune) toubib de Mick : «vous aurez vos résultats en moyenne vos résultats dans trois jours et, si négatif, vous pouvez le choper avant. C’est juste un outil statistique». De quoi douter. Et quand Flo, une autorité puisque Présidente de la Gauche Cactus, nous a informées que le résultat de son test se résumait à un point d’interrogation.

Après les manques (de lits, de masques, de tests…), après donc un gouvernement par le n’importe quoi, entrons-nous dans un gouvernement par la peur, qui n’exclut aucunement le n’importe quoi ? Nous avons appris, car nous lisons beaucoup, par goût et parce que c’est obligatoire pour chroniquer à la Gauche Cactus, que le Carnaval de Venise, dans les dernières années du temps de la République, durait plusieurs mois. Plusieurs mois à se balader masqué, faisant des farces et des frasques, coquines souvent (et aussi des larcins à l’occasion). Nos masques à nous ne suscitent ni farces ni frasques, demeurent sans effet sur les larcins. Ils ne masquent que la peur et l’incompréhension,

Incompréhension compréhensible, cela dit : la France dispose d’un Ministre de la Santé d’un Président du Conseil Scientifique auprès de la Présidence de la République, d’un Directeur Général de la Santé, d’un Directeur de Santé Publique France, d’un Directeur de la Haute Autorité de Santé, des Directeurs des Agences Régionales de Santé, d’un Directeur de l'Agence Nationale Sanitaire, d’un Directeur de l'Alliance Nationale pour les Sciences de la Vie et de la Santé-Epidémiologie-France, d’un Directeur du CNRS en Virologie Moléculaire, d’un Directeur de l’Agence Nationale de sécurité du médicament et de la Santé, beaucoup d’entre eux étant généreusement pourvus de directeurs adjoints et de cohortes d’experts.

Afin de simplifier tout ça, le gouvernement y a ajouté récemment le Haut Commissariat de lutte contre les Epidémies, le Haut Conseil de Veille Sanitaire, l’Agence Nationale de Sécurité de Logistique Médicale. Ceci sans compter la ruée vers les écrans de télévision de virologues, épidémiologues, infectiologues, qu’on ne savait pas si nombreux. Sans compter non plus, avant son déménagement vers la culture (un beau cadeau, tiens, pour celle-ci), l’inévitable Mme Bachelot, celle qui, alors ministre de la santé, étrangla l’hôpital public, selon un plan concocté auparavant par un certain Jean Castex.

Le résultat est la belle mouise dans laquelle nous nous trouvons, un pays morose de plus en plus fliqué, et un gouvernement, président en tête, de plus en plus content de lui.



**La vie continue ou la résilience à l’envers**

*Par Yann Fiévet*

Comme le temps passe ! Déjà six mois que l’on s’est promis, coronavirus oblige, de changer de monde, de substituer rapidement au monde réputé coupable «le monde d’après». Tout devrait changer, on sait désormais identifier toutes les grosses bêtises du passé à condamner dare-dare, toutes les imprudences qui nous ont rendu si vulnérables. Jupiter soi-même promettait de se réinventer. C’était juste au moment où il déclarait martialement mais sans armes efficaces la guerre au vilain virus. On en profita cependant pour se souvenir que lesdites bêtises et imprudences étaient dénoncées depuis trente ans au moins par des «prophètes de malheur». Comme le ralentissement de la marche délirante du monde nous donnait brutalement du temps on les lut enfin ou on les relut, plus attentivement cette fois. Ceux d’entre eux qui étaient encore vivants furent même invités à reprendre la parole. Le temps semblait enfin venu de songer à porter sérieusement remède à la crise écolo-climatique.

L’intense cogitation dura exactement deux mois, soit le temps du confinement. Du moins pour les citoyens subitement sidérés par l’évènement exceptionnel que constituait cette crise sanitaire mondiale et ses nombreuses conséquences socio-économiques. Dès le déconfinement prononcé ils reprirent leurs esprits, réalisèrent que la vie d’avant valait franchement la peine d’être vécue, qu’il était temps de pouvoir retourner chez son coiffeur, que le sort de la planète n’allait tout de même pas les empêcher de vivre leur vie insouciante. Voilà pour les citoyens ordinaires, du moins ceux qui ne se posent que trop rarement les bonnes questions. Et pour les «décideurs»? Tout bien pesé, ils ne tourneront pas le dos à la Chine dont le monde entier dépens désormais. A ce jeu de dupes il y aurait trop à perdre. Il faut donc subir l’écrasante domination. La Chine passera Hong-Kong à la moulinette de sa terrifiante dictature. Puis viendra le tour de Taïwan. Et, nous laisserons faire pour la bonne marche des affaires. Vous avez dit dictature ? Tout le monde chez nous ne semble pas être convaincu par cette évidence. Certains envient ce formidable système nommé pudiquement «crédit social» qui permet de tenir en respect toute une population. C’est plus qu’un laboratoire, c’est une réalité tangible – et bien sûr monstrueuse - qu’il pourrait être tentant de copier demain en Occident pour mater de vraies résistances contre l’hydre capitaliste susceptibles d’éclore enfin.

Il fallait donc être bien naïf pour croire aux

promesses de changement radical. Comment ce que les hommes et les femmes de pouvoir – politique, économique et financier – se sont refusés à mettre en œuvre pendant trente ans pourrait-il survenir dans la précipitation d’une crise sanitaire inattendue ? Il y aura bien sûr quelques aménagements à la marge, surtout pour préserver l’essentiel des intérêts des classes dominantes si bien insérées dans les arcanes du capitalisme mondialisé. Les écologues et climatologues les plus avisés s’échinent à nous le dire : il est grand temps d’entrer en résilience, peut-être est(il même déjà trop tard. Pourtant, au lieu d’organiser la résistance contre la dégradation accélérée des écosystèmes nous préférons résister aux discours et actions des écologistes les plis convaincus. Une résilience à l’envers en quelque sorte. Ces écologistes que l’on ne veut pas voir convaincants sont même traités de «khmers verts» ou de «terroristes». Qui sont les vrais terroristes ? Les activistes de la FNSEA qui inondent de Glyphosate les serres d’un paysan bio ou les citoyens qui réclament par des manifestations pacifiques l’interdiction de ce pesticide mortel ? Poser la question c’est évidemment déjà y répondre !

En France, la rentrée va être calamiteuse. L’urgence de l’été fut au remaniement ministériel. Le nouveau gouvernement, très clairement de droite désormais, ne pourra que renforcer la  résilience à l’envers». Ainsi, il ne faudra rien attendre en ce qui concerne la nécessaire réforme du système de santé qui permettrait de mieux parer aux inévitables pandémies à venir. Le tandem Castex-Bachelot, fossoyeur de l’hôpital public sous Sarkozy sont bien récompensés pour leurs bons et loyaux services d’hier. Pour changer de monde il va falloir bien autre chose que le simple ripolinage des vieilles figures politiques du désastreux passé. Le changement ne viendra donc pas du sommet de la pyramide politique. C’est au bas de la société que bougent les choses. De plus en plus de villes et villages sont maintenant dirigés par des écologistes. Les citoyens convaincus de l’impérieuse résilience doivent sérieusement les aider dans la rude tâche qui leur incombe. Car, il ne manquera pas d’ennemis du changement pour leur mettre des bâtons dans les roues. Nous n’avons plus rien à perdre. Surtout pas le temps !



Et maintenant, on avance avec les citoyens, ou on revient au monde d’avant ?

*Par Patrice Perron, de Guidel*

En ce début septembre 2020, nous sommes sortis du confinement total. Mais après un été durant lequel il semblerait que les jeunes se soient un peu lâchés, le pouvoir central a décidé de remettre en place des mesures ponctuelles et locales de protection en s’appuyant sur les préfets et les élus locaux. Tiens donc ! les maires seraient-ils devenus utiles ou vont-ils porter le chapeau du confinement new look ? Pour autant, même si le travail reprend peu à peu, nous ne sommes pas sortis de la confusion. Car il semble évident que le regard posé sur le déroulement des faits liés à la pandémie du covid-19, amène tout citoyen survivant et lucide à évoquer trois aspects (au moins) des choses : premièrement la gestion de la crise sanitaire, notamment le bide des masques (que soudain le gouvernement défend, soutient et cherche à imposer après l’avoir dénigré), deuxièmement cette éternelle vision centralisée des problèmes et des réponses quand il y en a, puis, troisièmement, la remise en ordre de la politique de santé, d’une façon plus systémique.

Si le drame des 31 000 morts ne prête pas à rire, il faut tout de même être capable de sourire, certes jaune, mais de sourire quand même, en dégustant la façon dont le pouvoir nous a parlé des masques. C’était du grand guignol. Au lieu de nous expliquer en toute simplicité, (quitte à judicieusement charger les prédécesseurs), que l’Etat central et centralisé n’avait pas de stocks suffisants de masques, le président en personne, puis toute la smala, (y compris le directeur de la santé), nous ont dit et redit à la télévision, avec le soutien du fameux comité scientifique, que *le masque n’était pas utile, voire néfaste s’il n’était pas bien mis* (J. Salomon). Et maintenant, les mêmes individus nous disent avec fermeté et menaces, que le port du masque est obligatoire dans les transports en commun et les lieux clos, fortement conseillé dans les lieux publics et dans certains quartiers, sous peine d’amende de 135 € ? Ces gens-là, nous prendraient-ils pour des lapins de trois semaines ? Cette stratégie relève de l’irresponsabilité politique et du mensonge d’état.

Et maintenant, pour la rentrée scolaire et socioprofessionnelle du 1er septembre 2020, ces mêmes personnes reconstruisent et officialisent des protocoles alambiqués pour les enfants en primaire et pour les cantines, ainsi que pour les employés travaillant en *open space* comme on dit quand on est branché ! Mais, tout dépend de la taille de l’entreprise, de la couleur de la zone où elle est implantée, du nombre de salariés etc…. De toute façon, l’initiative décisionnelle est quand même laissée à l’employeur !

L’amateurisme du pouvoir est tel, qu’en étant francs d’emblée, en disant à quand remontaient les choix de ne plus stocker de masques de façon centralisée, ces responsables ( !) s’en seraient sortis avec les honneurs, chacun de nous se serait débrouillé plus précocement à bricoler des masques artisanaux en tissu et les conséquences auraient été moindres. Tout faux les gars ! Et en prime, ils ont perdu la confiance des gens. Toutefois, il est juste de dire que maintenant qu’ils ont retourné leurs vestes à propos du masque, leurs décisions et leurs actes sont plus cohérents. Sauf, maintenant pour les cantines scolaires, car tout le monde a compris que pour retourner au travail, les parents doivent être déchargés de la gestion des repas de leurs chères têtes blondes, brunes ou rousses. Ce n’est pas en recommençant à pondre des protocoles ingérables pour les cantines que le ministre de l’éducation nationale va rassurer les dits parents. Et si le temps de repas dure une éternité, quid des heures de classe ? Maintenant qu’il est clair que le corona n’est pas un virus banalement saisonnier comme celui de la grippe, j’ose espérer que les élèves ne vont pas perdre un semestre supplémentaire d’apprentissages. Le pays ne peut pas se permettre de faire perdre une année scolaire à l’ensemble d’une génération. Imaginez un instant qu’il faille faire redoubler tout le monde au bout du compte : où mettrions-nous les enfants qui entrent à leur âge normal en maternelle. Le ministère annulerait-il la première année de scolarité d’une tranche d’âge pour avoir assez de salles de cours et compenser ? Il est temps de retourner à l’école, d’autant plus qu’il semble bien que les enfants ne soient que faiblement contaminants et rarement atteints.

Mais pour le pouvoir, chaque jour qui passe, fait oublier à l’électeur ses revirements de ce qu’ils appellent pompeusement *La Doctrine*, sur les masques, les respirateurs, les tenues, les lits et autres matériels manquants, Cela lui permet surtout de faire oublier ses errements pour remonter dans les sondages, dans la perspective déjà évidente de la prochaine campagne présidentielle. D’ailleurs, les analystes politiques seront prompts à rassurer Jupiter et ses satellites, en disant que, habituellement, les français ont la mémoire courte, et que les sondages ne sont valables que pour ceux qui y croient. Bien sûr. Et il n’y a pas que les masques dans cette histoire : il faudrait parler des gants, de la solution hydro alcoolique, des sur tenues hospitalières, des respirateurs, des brancards et surtout des places dans les services hospitaliers, en nombre insuffisant.

Pour se rendre compte de la gravité des discours sans cesse contradictoires et confus, de nos soit disantes élites, (presque uniquement des parisiens), il est intéressant de regarder des montages vidéos pertinents et démonstratifs réalisés par des internautes, montrant des intervenants progouvernementaux, sûrs d’eux, affirmant une chose et son contraire à deux jours de distance, sans sourciller. Sans doute sont-ils frappés d’amnésies sélectives récurrentes sévères. Même le président de la République, dans son entretien sur BFM-TV, a sombré dans le déni en affirmant qu’*il n’y avait pas eu de manque de masques, juste des tensions*. Là, le propos est inquiétant pour l’avenir du pays et pour la fonction qu’il est censé exercer. L’histoire des masques aura été l’archétype, ou le point d’orgue, de la gestion calamiteuse de la crise sanitaire par ce gouvernement.

Et maintenant ? On s’est fait un petit Grenelle de la santé, heu, pardon, un petit Ségur. Un café convivial au ministère, en respectant la distanciation …. sociale ? Non, distanciation physique, a justement corrigé le premier ministre débarqué, Edouard Philippe. Et il sait de quoi il parle Edouard Philippe, car la distanciation sociale est la marque de fabrique du président des riches et des premiers de cordée. Comme elle est belle la théorie du ruissellement : je donne le paquet de la suppression de l’ISF et de la Flat Taxe aux riches et je pique les miettes des allocations logement aux pauvres. À chacun sa part du gâteau de la richesse nationale. Et tout d’un coup, il aurait fait sa mue ? Comme une chrysalide devenant papillon ?

Encourager les applaudissements à 20 heurs chaque soir, c’est cool, mais glisser un peu de monnaie dans les poches, et de façon définitive sur la fiche de paie, (une prime est une moquerie), par une renégociation des plans de carrière des agents des services publics de santé, c’est mieux, mais plus engageant. Cela fait maintenant au moins 18 mois, que les personnels des urgences sont en grève, 9 mois que les médecins chefs de service ont symboliquement démissionnés de leurs fonctions administratives, sans que le pouvoir n’écoute, n’entende ou ne réagisse. Il a donné des miettes pensant acheter les mécontents. Il aura fallu 30 000 morts au moins et une surchauffe de nos structures de soins, pour qu’enfin, ces gens, déconnectés de la réalité, commencent à se dire qu’il doit se passer quelque chose dans le pays. Pourtant, il y a déjà eu les gilets jaunes.

C’est pourquoi, je me méfiais un peu de ce Ségur de la Santé, que le nouveau premier ministre Jean Castex avait manifestement hâte de conclure. On a déjà eu le Grand Débat qui n’a débouché sur rien de concret, il n’aurait pas fallu de nouveau accoucher d’une souris. Jean Castex a compris qu’il fallait désamorcer le puissant mécontentement du personnel hospitalier qui a trempé la chemise depuis le début de la pandémie dans des conditions lamentables. Nous avons tous pu le constater. Le premier ministre a lâché du lest en termes de salaires et d’indices, mais ce n’est pas suffisant. L’univers de la santé est … malade. Il y a des sujets sérieux. Outre les salaires et l’attractivité des métiers de la santé, il faut parler des effectifs de soignants, du nombre de lits d’urgence mais aussi du nombre de lits dans les services de maladies chroniques (cancérologie, pneumologie par exemple).

Un autre aspect destructeur du système hospitalier est la Tarification À l’Activité (T2A dans le jargon administratif de la Santé). Ce système de financement conduit les hôpitaux et autres établissements de santé à être gérés comme des entreprises privées à but lucratif, pousse les établissements à prioriser les actes rentables au détriment de pathologies plus lourdes en soins, ou plus chroniques à faible valeur ajoutée pour parler comme eux. Il est plus rentable de s’occuper de chirurgie de traumatologie ou de rhumatologie programmées que de s’occuper des Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC) ou des Traumatisés Crâniens (TC). Ce système pernicieux a réussi à classer dans la même catégorie d’établissements, dits de SSR, (Services de Suite et de Réadaptation,) des gros centres de rééducation prenant en charge des pathologies lourdes (comme les grands brûlés, les tétraplégies, les séquelles d’AVC et de TC) et des maisons de convalescence. Ce qui aboutit à pénaliser ces gros établissements ayant pourtant des besoins plus lourds. La réalité du terrain n’est pas prise en compte. De plus, cette T2A a mis en œuvre des pratiques perverses de codage des actes de soins dans le remplissage fastidieux du PMSI (Programme de Médicalisation des Systèmes d’Information), qui, en plus, prend beaucoup trop de temps au détriment des soins pour une utilité douteuse. Il faudrait minimiser et rendre plus simple, cette tâche administrative et informatique contraignante. En plus cette pratique a englouti des sommes considérables en achats renouvelés de logiciels peu aboutis, pour un retour sur investissement qui n’est toujours pas démontré. Le président de la République a fait une allusion à la T2A dans une intervention. Mais là, il y aura à convaincre les actuelles ARS (Agences Régionales de Santé) et à les convertir à des pratiques plus consensuelles et plus raisonnables.

Ce qui amène par voie d’enchaînement à reparler des ARS, ces usines à gaz technocratiques régnant en maîtres sur le monde de la santé. On se demande même parfois, si le ministre, quel qu’il soit, arrive à leur imposer quoi que ce soit. Il n’y a aucun contre pouvoir, ni même la moindre possibilité de contrôle de la part du Conseil Régional démocratiquement élu, sur ces antennes de l’Etat central. Elles n’ont qu’une conception technocratique de leur rôle, leurs organigrammes sont monstrueux et elles n’exercent qu’une pratique de comptable, certes gestionnaire de l’impôt, mais agissant de façon assez aveugle. Il serait utile de les remplacer par une structure présidée par un adjoint du Conseil Régional, dont ce serait une des responsabilités. Cette nouvelle agence fonctionnerait avec les départements de la dite région, comprenant des élus des Conseils Départementaux et les DDASS. Les choix budgétaires tiendraient mieux compte des besoins locaux et régionaux, le tout dans le cadre de la politique de santé du gouvernement. Les maisons de retraite, les Ehpad et les établissements médicaux sociaux s’inscriraient parfaitement dans ce schéma.

D’ailleurs, le récent rapport des Sapeurs-pompiers met bien le doigt là où ça fait mal. Entre autres points, il met en évidence la lourdeur des ARS que tous les personnels de santé, directions comprises, subissent. Ces organismes technocratiques ne sont pas compétents pour organiser de la logistique, ce n’est pas dans leurs attributions de technocrates exerçant leur tutelle de façon uniquement comptable d’organiser des transferts d’un hôpital à un autre.

En dernier lieu, il faudra revoir l’organisation des soins de médecine générale. D’abord, l’absence de médecins dans les campagnes ne peut pas être ignorée. C’est l’Etat, (et surtout les hôpitaux), qui forme les médecins. Il ne serait pas injuste de demander aux médecins fraîchement diplômés, de contribuer en retour, à aller travailler dans les secteurs sans médecins pendant deux ou trois ans.

De même, les gardes médicales de week-end, ne sont pas couvertes par tous les médecins, loin s’en faut. Or les gardes font partie intégrante du travail du médecin. Ce refus, non sanctionné, nécessite d’organiser des maisons médicales de garde, entraînant des dépenses indues et des déplacements importants pour des malades qui atterrissent où ? Aux urgences.

Zones rurales sous dotées en médecins et absences de gardes médicales au plus près des patients le week-end, contribuent à augmenter les arrivées aux urgences. Il faut donc remédier aussi à ces deux problèmes peu évoqués en haut lieu. D’autant plus que chacun sait qu’il y a beaucoup plus de médecins pour mille habitants dans les villes et les communes littorales ou touristiques, que dans les petites communes situées, ne serait-ce qu’à 10 kilomètres dans les terres. En Bretagne, nous pouvons en faire la preuve tous les jours. Dont acte.

Espérons qu’après ce Ségur de la Santé, la réflexion et les décisions déboucheront sur du concret et des propositions à long terme, afin de redonner du sens à la politique nationale de santé, et à en rendre les métiers de nouveau attractifs. À lui redorer son blason.

Il s’agit ni plus ni moins, de sortir du monde d’avant qui s’est mis, dès l’élection de Jupiter, à ignorer le monde rural, les élus locaux, les corps intermédiaires, les départements pauvres, les personnes âgées, au nom de la rentabilité, et même de boycotter le congrès national des maires, en guise de suprême mépris des élus locaux. Espérons que les décideurs, cette fois, entendront ce que disent depuis un bon moment les personnels concernés. Espérons que le pouvoir comprendra que, là aussi, il est nécessaire de s’appuyer sur les élus des régions et des départements aux côtés de l’administration. Il s’agit aussi d’exprimer de la reconnaissance aux personnes, non pas par des primes arbitraires, mais par des revalorisation de salaires et de carrières et en définissant et en attribuant des moyens pour remettre en place des capacités de soins dignes d’un pays comme le nôtre. Nous avons sans doute d’excellents professionnels de santé, mais nous n’avons plus un très bon outil hospitalier. Les promoteurs du nouveau monde devront, à mon sens, en passer par là pour devenir enfin crédibles. Mais les riches et les puissants, vont réapparaître et vouloir reprendre les affaires en main pour maintenir le statu quo qui les arrange plutôt bien.

Alors, que va faire le gouvernement : changer de trottoir en agissant avec les citoyens et leurs représentants, ou retourner dans son monde d’avant, mondialisé jusqu’à en perdre son autonomie en matière de produits de soins et déconnecté des réalités de la société, d’avant le covid-19 ? Habituellement, nous disons : parole à la défense. Aujourd’hui, le citoyen pas encore vacciné contre le corona virus, mais vacciné contre les politiciens, a envie de dire : attendons les actes.

Bolivie - A la veille de nouvelles élections prévues le 18 octobre.

*Par Allain Graux*

Depuis le renversement du gouvernement Moralès, malgré les conditions défavorables au MAS que nous avons décrites, on aurait pu penser ses jours étaient comptés, qu’il allait devenir un mouvement marginal, représentant des paysans *cocaleros*, comme le sont devenus des partis autrefois révolutionnaires et de gouvernement comme le MIR et le MNR. Mais dès le début de l’année 2020, le MAS est apparu en tête des sondages d’intentions de vote. En janvier, 21% de l’électorat était prêt à voter pour ses candidats et son programme électoral[[1]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftn1" \o "). En mars, après sa désignation, Arce devance largement Mesa avec 33% contre 17%[[2]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftn2" \o "). Cela semble signifier qu’il dispose d’une base électorale et sociale fortement idéologisée, mais pas au sens d’une idéologie classiquement définie comme le socialisme, le communisme, etc... Dans cette acceptation, le MAS n’a jamais été un parti idéologique, mais plutôt « unioniste ». Les ouvriers, les indigènes, les « *cholos* », les paysans, les secteurs populaires, continuent de voir dans le MAS la seule force capable de les représenter pour défendre la nation, l’égalitarisme, les acquis sociaux, les pouvoirs publics de l’Etat, l’indépendance nationale face aux multinationales. Cette base masiste est consciente qu’elle n’avait jamais connue une telle période de prospérité et de stabilité politique, malgré des erreurs et les accusations de fraude. Cette force populaire rejette les vindictes les plus radicaux de la droite extrême actuellement installés au *Palacio Quemada,* malgré « les éditorialistes des classes moyennes dans des médias qui ne cessent d’exalter la mystique de la « révolution des ficelles (*pititas*)» (à cause des ficelles et des cordes utilisées par les protestataires pour barrer les rues[[3]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftn3" \o ") ». Ils qualifient le coup d’Etat d’octobre 2019, comme une « révolution libératrice » et l’ère Morales comme une « tyrannie » de « quatorze ans de ténèbres », comme si le soleil avait disparu pendant ces années. Une allusion aux croyances des Incas. Ce qui était reproché à Morales, ce ne sont pas des mesures trop radicales, mais plutôt son insistance sur une réélection indéfinie dans un pays qui a toujours refusé ce principe. Malgré tout ce qui s’est passé, le MAS est resté au centre de la scène politique du pays, parce qu’il a su associer les luttes de classe aux processus d’identification raciale, autour d’une figure charismatique dans la tradition caudilliste (ou populiste). La personne du Jefe (Chef) articule des forces parfois divergentes. Morales a su éviter l’émergence de personnalités dangereuses pour l’unité du parti (et sans doute aussi pour son statut de leader incontesté !).

Dans la nouvelle représentation politique proposée aux électeurs, David Choquehuanca, est le leader indigène de l’Altiplano et le jeune Andrónico Rodríguez est celui des fédérations syndicales des producteurs de coca toujours présidées par Morales. C’est l’aile formée par les organisations d’ouvriers et de paysans du « Pacte d’unité » avec la COB. Luis Arce est le candidat du centre militant de la gauche traditionnelle et radicale.

Les classes moyennes, les intellectuels néo-marxistes, post-modernes, humanistes de gauche et démocrates progressistes ont des liens avec David Choquehuanca, et sont en grande partie liés à García Linera. Eva Copa, la présidente de l’assemblée, a conclu certains accords avec le gouvernement de Jeanine Añez, sans que sa conduite n’ait été désavouée par Morales. Il faut éviter toute rupture trop radicale, montrer une capacité restée intacte à exercer le pouvoir, poursuivre l’œuvre entreprise. Il s’agissait aussi, au plus fort de la répression, d’empêcher la désertion de la fraction parlementaire du MAS à l’Assemblée législative, alors qu’il est majoritaire.... Le MAS cherche à reconstruire sa coalition politico-sociale alors que le gouvernement est aux prises avec une mauvaise gestion de la crise sanitaire et que le bloc anti-MAS est profondément divisé[[4]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftn4" \o ").

*http://allaingraux.over-blog.com*

[[1]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftnref1" \o ") Paula Lazarte: « Ciesmori perfila al candidato del MAS como ganador en encuesta » -Página Siete -02/01/2020.

[[2]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftnref2" \o ") «Arce aumenta ventaja y Mesa afianza el segundo lugar, según encuesta de Ciesmori» en Página Siete, 15/3/2020.

[[3]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftnref3" \o ") « Les leçons que nous laisse la Bolivie » - Pablo Stefanoni – blog de Mediapart -11 mars 2020

[[4]](http://allaingraux.over-blog.com/2020/09/bolivie-a-la-veille-de-nouvelles-elections-prevues-le-18-octobre.html" \l "_ftnref4" \o ") Source : F. Mayorga: «‘Elecciones ya’: ¿el mas recupera la iniciativa?» en Nueva Sociedad, edición digital, 6/2020, <www.nuso.org>.

Les enfants terribles

*Glané sur le net par Benoist Magnat*





La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Elles/ils écrivent/dessinent dans La Gauche Cactus :

David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Fatima Benomar, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Florence Bray, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Alastair Crooke, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Virginie Despentes, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Jean-Pierre Evard, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Jacques Fouché, Jean-Christophe Frachet, Geneviève Fraisse, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rui Poças, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, José Sanchez, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Pierre Thomas, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, José Vala, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…

*\*Hélas décédé-es*

## Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :

Paul Alliès, René Assandri, Bansky, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Goutal, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Jancry, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Pierre Thomas, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …

## Elles/ils ont participé aux cafés-débats de la Gauche Cactus :

Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira…

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !

1. - André Malraux, *Essais Œuvres complètes,* tome VI, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, (Paris, 2010, p. 505 à 512) . [↑](#footnote-ref-1)
2. - Remerciements à Christine Friedel lectrice experte de Colette qui m’a indiqué ce compte rendu publié la première fois en février 1914, repris dans une publication en 1918 puis republié dans le premier volume des *Œuvres complètes* de Colette, (Robert Laffont, coll. Bouquins, 2019). [↑](#footnote-ref-2)
3. - Voir, Georges Didi - Huberman, *L’Album de l’art à l’époque du « Musée imaginaire »,* Louvre éditions, Hazan, Paris, 2013. [↑](#footnote-ref-3)
4. - Journal officiel, [↑](#footnote-ref-4)
5. - Les MJC sont issues de la création à Lyon à la Libération d’une *Républiques des jeunes* à l’initiative d’André Philip élu socialiste et ministre du Gouvernement provisoire de la République. À propos du débat « culturel et socioculturel », « animateurs et créateurs », voir : Bisse Laurent, *Les MJC 1959 – 1981. De l’été des blousons noirs à l’été des Minguettes,* Préface d’Antoine Prost, (Presses universitaires de Rennes, 2008, 391 p.). [↑](#footnote-ref-5)
6. - Dix sept maisons de la culture ont été construites dans une période allant de 1960 à 1987 ; trois bâtiments ont été municipalisés en 1968. La maison de la culture à Chalon-sur-Saône a été municipalisée en 1983. Voir *Les maisons de la culture en France*, collectif sous la direction de Richard Klein. (Éditions du patrimoine, Centre des monuments nationaux, Paris, 2017). [↑](#footnote-ref-6)
7. Bourdieu, Pierre et Passeron, Jean Claude, *Les héritiers les étudiants et la culture, Paris, é*ditions de minuit, 1964 ; et *La Reproduction*, *éléments pour une théorie du système d’enseignement*, Paris, éditions de minuit, 1970. Une nouvelle synthèse en 2020 par François Dubet et Marie Duru-Bellat, *L’école peut-elle sauver la démocratie ?* (Éditions du Seuil, Paris, 2020, 222 p.). [↑](#footnote-ref-7)
8. - Jeanson, Francis, *L’action culturelle dans la cité*, (Paris, Le Seuil, 1973). Francis Jeanson, assisté de Christiane Jeanson, fut de 1967 à 1972, directeur de la préfiguration de la maison de la culture de Chalon-sur-Saône, inaugurée en novembre 1972 par le ministre de la culture Jacques Duhamel, maire de Dôle, Jura. De Francis Jeanson, lire : *(Re)politiser nos vies*, entretien avec Valérie Saint-Do, en ligne, site *Horschamp.org*. [↑](#footnote-ref-8)
9. - Reprenons l’exemple  Agnès, (cité par Colette)  : « Le petit chat est mort » cette réplique dite par Agnès à Arnolphe dans *L’École des femmes* a longtemps été commentée comme un sommet de poésie… Alors qu’il s’agit d’une information concernant la perte de sa virginité dite par la jeune Agnès. Arnolphe, qui ne comprend pas le ressort de la comédie, devient source du comique. [↑](#footnote-ref-9)
10. - Françoise Benhamou, (universitaire et collaboratrice du directeur du théâtre national de l’Odéon à Paris), « Comment aider le spectacle vivant », (*La Croix, Débats,* 24 août 2020, p.6). Voir de la même, un entretien paru dans *Libération* du 4 septembre 2020, à propos du plan gouvernemental de relance post Corona virus, l’approbation d’une relance de la production culturelle par  « le financement de l’offre ». [↑](#footnote-ref-10)
11. - Cette formule attribuée à Francis Jeanson en 1968 devrait faire l’objet d’un débat critique avec des questions relatives au mouvement des Gilets jaune apparu en 2018. [↑](#footnote-ref-11)
12. - À la fin des années soixante, aux Pays Bas, la ville nouvelle de Dronten avait édifié un équipement collectif qui pourrait correspondre à cette approche. Située au centre du polder de Flevoland, Dronten s'étend largement autour d'une église au clocher ajouré et d’un centre culturel nommé *De Meerpaal* (le poteau d'amarrage). Ce très grand hall vitré bâti en 1967 par l’architecte Frank van Klingeren est une « agora » fermée, prolongement de la place principale. Cette réalisation aura une influence sur la création des équipements intégrés dans des villes nouvelles en France. [↑](#footnote-ref-12)
13. - Citation extraite d’un texte écrit par le philosophe Kostas Axelos, publié dans la revue *Arguments*, (numéro 19, 3° trimestre 1960), dirigée par Édgar Morin, aux éditions de Minuit. Un numéro consacré à : « **L’art en question**». [↑](#footnote-ref-13)
14. https://twitter.com/MMFlint/status/1302276793492221953 [↑](#footnote-ref-14)
15. https://twitter.com/MMFlint/status/1302310104591675392 [↑](#footnote-ref-15)
16. https://www.gregpalast.com/election-stolen-heres/ [↑](#footnote-ref-16)
17. https://www.salon.com/2020/06/15/investigative-journalist-greg-palast-heres-how-trump-will-steal-the-2020-election/ [↑](#footnote-ref-17)
18. *https://www.realclearpolitics.com/articles/2020/04/19/how\_sanders\_was\_russia-gated\_out\_of\_the\_2020\_race\_142977.html#!*  [↑](#footnote-ref-18)
19. Lire et écouter, Glenn Greenwald sur le site The Intercept : « The Social Fabric of the U.S. Is Fraying Severely, if Not Unravelling ». [↑](#footnote-ref-19)
20. *https://www.commondreams.org/news/2020/05/30/cornel-west-says-neo-fascist-gangster-trump-and-neoliberal-democrats-expose-america* [↑](#footnote-ref-20)